

Confusion et tension DANS LA CAPITALE

► Les stations de radio et la télévision nationale ont été attaquées après la diffusion du message du général Niyombaré

► Le chef de l'armée burundaise a annoncé jeudi que le coup d'État fomenté par un général rebelle avait échoué et que les forces fidèles au président Pierre Nkurunziza avaient repris le contrôle de la situation dans le pays, mais des échanges de coups de feu dans la capitale Bujumbura laissent craindre une poursuite de l'instabilité. "Le coup d'État a échoué, les forces loyalistes contrôlent tous les points stratégiques", a déclaré le général Prime Niyongabo, chef de l'état-major. Deux stations de radio privées et une chaîne de télévision étaient les cibles d'attaques menées par des hommes portant des uniformes de la police. Les deux stations de radio

avaient relayé mercredi la déclaration du général Godefroid Niyombaré annonçant qu'il avait renversé le président Nkurunziza.

CE DERNIER CHERCHANT à imposer une réforme de la Constitution pour briguer un troisième mandat. Cette tentative de réforme est à l'origine de la crise politique meurtrière qui ébranle le Burundi depuis près de trois semaines, la plus grave depuis la guerre civile qui s'est achevée en 2005. Une fusillade a éclaté jeudi autour du bâtiment abritant la Radiotélévision nationale (RTNB), dont les programmes ont brièvement été interrompus après une allocution de Pierre Nkurunziza,

transmise de la Tanzanie, où le président devait participer à une réunion avec des chefs d'État de la région pour débattre de la crise au Burundi. Il y condamnait la tentative de coup d'État et promettait que les soldats ayant participé au putsch seraient pardonnés en cas de reddition.

Un responsable tanzanien a indiqué qu'il n'avait pas pris part aux réunions organisées à Dar es-Salaam et qu'il avait quitté la capitale tanzanienne pour rentrer dans son pays.

Le général putschiste Niyombaré avait annoncé mercredi soir que l'aéroport de la capitale Bujumbura était fermé, ainsi que les frontières du pays. La tentative de coup d'État a été

condamnée par l'Union africaine, qui a appelé à un retour à "l'ordre constitutionnel". Les Nations unies ont annoncé que plus de 70.000 personnes avaient fui vers des pays voisins pour échapper aux violences.

750

Didier Reynders
confirme la présence
de 750 Belges
au Burundi

COUP D'ÉTAT

BURUNDI

GODEFROID NIYOMBARÉ, LE GÉNÉRAL qui dérangeait par son franc-parler

► En novembre dernier, il fut rappelé pour diriger le Service national de renseignement, mais il n'y fit pas de vieux os

Le coup d'État en cours depuis mercredi à Bujumbura était attendu. Depuis des semaines, la capitale burundaise bruissait de rumeurs, en raison de la fuite en avant du président Pierre Nkurunziza, qui refuse, en se présentant à un troisième mandat, de respecter l'Accord de paix d'Arusha qui a mis fin à la guerre civile (1993-2005), accord dont l'armée se considère comme la gardienne.

Trois sources différentes nous signalaient, fin avril, que des "frondeurs" (opposés au troisième mandat) du CNDD-FDD, le parti au pouvoir, cherchant un asile pour leur famille en vue de troubles prévisibles, se rendaient dans les chancelleries "demander que les capitales amies soient compréhensives si un coup d'État survenait".

Des généraux avaient d'ailleurs déjà écrit en décembre dernier au chef de l'État pour lui demander de renoncer à ce troisième mandat déstabilisateur. Une partie d'entre eux avaient été menacés, d'autres "achetés". On ignorait donc, en définitive, de quel côté irait l'armée. La révélation, par deux dirigeants du Service national de renseignement (SNR), des projets de la présidence a probablement fait pencher la balance en faveur du coup d'État.

UN GÉNÉRAL PUTSCHISTE
TRÈS POPULAIRE

Même le nom de son auteur, le général Godefroid Niyombaré, était déjà sur beaucoup de lèvres, en raison de sa grande popularité dans les deux ailes de la nouvelle armée burundaise.

Âgé d'une quarantaine d'années, cet homme originaire de Bujumbura a fait ses études se-

condaires au prestigieux Collège S-Esprit. Orphelin de père depuis l'âge de trois ans, Godefroid Niyombaré s'était inscrit à l'université, mais avait renoncé, en 1993, à suivre des études afin de venir en aide matériellement à sa mère, institutrice restée veuve. Mais, deux ans plus tard, le jeune homme gagna le maquis CNDD-FDD.

Il s'y attira tant d'estime pour ses qualités militaires qu'il fit partie du groupe CNDD-FDD précurseur qui, en 2004, prépara avec les officiers tutsi la jonction des deux armées, confor-

mément à l'Accord de paix d'Arusha de 2000.

D'abord chef du Bureau d'études du nouvel état-major, Niyombaré devint bientôt chef d'état-major général

adjoint et, après quelques mois, au nom de l'alternance Hutu/Tutsi, le premier chef d'état-major général hutu du pays, en 2006. Il se fit connaître "par son opposition à l'ethnisme, au régionalisme et au favoritisme. C'est à la suite d'un conflit avec le ministre de la Défense au sujet d'une nomination régionaliste qu'il quitta ce poste" en 2012. Il devint alors le principal conseiller à la Sécurité du président Nkurunziza, "un poste où il dérangeait", explique ce proche, "par son habitude de signaler, deux fois par

semame, ce qui ne va pas dans le pays". On l'éloigna en le nommant ambassadeur à Nairobi.

Toutefois, dès novembre dernier, il fut rappelé pour diriger le Service national de renseignement, le président

ayant été contraint de se séparer de son bras droit, qui occupait ce poste, le sulfureux général Adolphe Nshimirimana, dont le nom est mêlé à toutes les affaires sales du régime. Il n'y fit pas de vieux os.

-DES PROJETS D'ASSASSINAT-
Le 13 février, le général Niyombaré présenta une note d'analyse (qui a ensuite circulé sous le manteau à Bujumbura) de la situation au Burundi. Elle con-

cluait : *"En tenant compte de tout cela, le SNR conseille que le président Nkurunziza et le CNDD-FDD choisissent un nouveau candidat de poigne, capable de conduire le pays, la population et le CNDD-FDD vers un avenir radieux"*, ce qui permettrait au chef de l'État de sortir *la tête haute*. Le 18 février, le général Niyombaré était limogé. Depuis lors, nous indique notre source, plusieurs personnes sont venues le trou-

ver secrètement pour lui faire savoir qu'elles avaient été chargées de l'assassiner.